

ARTICLES DE PRESSE

La société civile africaine s'éveille

Le Forum social, qui s'achève dimanche à Bamako, témoigne de l'action d'ONG qui tentent de s'affranchir de la tutelle des pouvoirs et des Occidentaux.

Par Christian LOSSON / **Libération**, samedi 21 janvier 2006, Bamako (Mali) envoyé spécial

Contre l'afropessimisme, une nouvelle société civile africaine s'émancipe, se structure et s'efforce de s'affranchir des tutelles gouvernementales comme de l'influence des grandes ONG du Nord. Il suffit d'interroger des délégués africains en marge du Forum social mondial de Bamako : ça bouge. Ce sont de micro-avancées, certes, mais qui permettent de parler d'«*espoir*» de «*dynamique*», de «*réveil*». Comme, raconte ce paysan sénégalais, cette «*victoire de 50 000 cultivateurs pour préserver une terre promise à la spéculation immobilière*». Ou «*ces associations de femmes, en lutte contre l'impunité des auteurs de crimes de guerre en République démocratique du Congo*», dont parle un juriste de Kinshasa. Ou encore «*les syndicats et ONG béninois qui viennent d'intégrer une commission électorale avant la présidentielle de mars*», comme le dit un militant du commerce équitable.

«Cinquante ans, ça suffit !» Tout n'est certes pas linéaire : si la lutte contre la privatisation de l'eau marque des points au Mali, la ville du Cap (Afrique du Sud), par exemple, est en train d'abandonner l'expérience de la gratuité de 50 litres par jour et par personne. Njoki Njehu, Kényane membre du réseau «50 years is enough» (cinquante ans, ça suffit) n'hésite pas, pourtant, à croire à une «*politique de petits pas, qui annonce des bonds en avant*». Par exemple, la contre-expertise opposée par de nombreux réseaux de veille aux politiques de la Banque mondiale ou du FMI. Un environnementaliste tchadien : «*On s'est battu contre le pipeline Tchad-Cameroun. Cinq ans après, la Banque mondiale vient de geler ses financements face à l'incurie du gouvernement et a reconnu : "On vous a écoutés, mais pas assez entendus".*» Même constat des

MIGREUROP***REVUE DE PRESSE
ET COMMUNIQUES***

FORUM SOCIAL MONDIAL
DE BAMAKO

19-23 JANVIER 2006

associations antidette. *«Quand on a monté notre coalition CAD-Mali en 1999, dit Aminata Barry Touré, neuf associations nous soutenaient. Et encore, on n'osait pas se dire activistes ! Aujourd'hui, elles sont 90 ! Et le gouvernement s'inspire de nos analyses...»* Elle rappelle aussi qu'en 2002, au Forum des peuples de Fané (Mali), une poignée de militants s'étaient retrouvés. L'année dernière, ils étaient 1 500 à débattre de gouvernance, de démocratisation ou de droits de l'homme...

«Trop paternalistes». L'éclosion de forums sociaux locaux a stimulé une société civile africaine parfois plus radicale que les «ONG-grands frères occidentaux» qui, des fondations (Ford) aux réseaux (Oxfam, CCFD), les appuient financièrement. *«Les ONG du Nord ont dû mettre un bémol à leur relation parfois trop paternaliste»,* explique Touafik ben Abdallah, d'Enda Tiers-monde. *«Nous, on est dans le concret, le terre à terre, ajoute le Burkinabé Ouedraogo Seydou. On n'a plus besoin des Blancs pour jouer les go-between.»* Les mouvements s'interconnectent via le Net, et sont mieux informés par une presse qui ose davantage. Ils sont aiguillés, aussi, par des migrants revenus d'Europe. Partout, les initiatives pullulent : un réseau de femmes (Guinée, Liberia, Sierra Leone) planche sur le lien entre conflits armés et pillage des ressources. Une plate-forme de cent ONG décrypte les accords économiques entre l'Europe et le continent noir. Un maillage continental d'ONG pour l'accès aux soins interpelle l'inertie des dirigeants. *«On n'a plus peur de parler, résume le Nigérien Issa Kassoum, d'Alternative-Espace citoyen. On ne veut plus de démocratie de façade. La démocratie, ce n'est pas qu'un bulletin dans les urnes. C'est une veille sur les élus et les entreprises.»*

Le sommet de l'OMC de Hongkong en décembre a confirmé une nouvelle étape de cette légitimation des ONG avec leur présence systématique dans des délégations officielles. Un adoubement non sans contradictions. La Sud-Africaine Mohau Pheko, animatrice du réseau Genre et commerce, accuse *«des leaders d'ONG [qui] ont rejoint les rangs gouvernementaux»*. Elle y voit une *«forme de reconnaissance»* de leur travail d'expertise, mais aussi *«un danger : la récupération et la division»*.

D'autres, comme cet Egyptien, saluent à l'inverse un nécessaire besoin de débouché politique. Mais on assiste parallèlement à l'essor de mouvements

sociaux de base. Pour l'accès à l'eau, à l'électricité ou à la terre. *«Spectaculaire, note un syndicaliste ghanéen. On voit des raccords "sauvages" au courant, ou l'émergence de syndicats radicaux, des actions contre les OGM ou pour la protection de la biodiversité.»* Certes, celles qu'on appelle les OTG (organisations très gouvernementales) ou Gongos (Governmental NGO), perdurent. *«En Côte-d'Ivoire, affirme un militant ivoirien, les ONG restent le relais du régime.»*

«Porte-voix». Au Zimbabwe, ajoute un expatrié, elles *«se font les porte-voix de la dictature»*. Mais des régimes autoritaires sont parfois poussés à composer avec des réseaux indépendants. Nyaku Yao, directeur des ONG togolaises, raconte : *«Le chef de l'Etat [Faure Gnassingbé] nous reçoit pour nous dire qu'il a nommé un responsable "société civile". On lui répond : "Désolé, mais c'est nous qui choisissons nos partenaires."»* Un agronome camerounais résume : *«Avant, quand on se plaignait d'une route mal goudronnée, on nous disait : "Vous faites de la politique !" Aujourd'hui, on ose parler de tout.»*

Sidiki Kaba, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, rappelle que les «vraies» associations ont joué *«un rôle d'observateur dans les alternances démocratiques au Sénégal, Kenya, Mozambique, en Zambie, Namibie, au Ghana ou au Mali»*. Mais pas seulement. *«C'est grâce aux ONG qu'une convention contre la corruption a été signée, et qu'une Cour africaine des droits de l'homme a vu le jour.»* Coquilles vides ? *«Au moins, cela jette les bases d'une démocratisation»,* rétorque Kaba. Du moins, une dynamique pour gagner le droit d'avoir un jour des droits.

A Bamako, les Africains entendent

donner la réplique à Davos

Le Monde Philippe Bernard, Article paru dans l'édition du 20.01.06

Sur le champ de courses de Missira, le PMU malien a fait place nette. A la veille de l'ouverture du 6^e Forum social mondial (FSM), mercredi 18 janvier, des escouades de volontaires s'activaient dans la poussière pour construire le

"village alternatif" où les participants venus du monde entier, doivent engager le dialogue avec des *"rescapés de Ceuta et Melilla"*, Maliens candidats à l'émigration expulsés de l'enclave espagnole au Maroc, lors des violences d'octobre 2005.

Pièce de théâtre évoquant leur triste odyssée, exposition de bijoux qu'ils ont fabriqués avec l'aide d'un collectif d'artistes : l'entreprise s'apparente à un *"travail de reconstruction symbolique de ces gens brisés et humiliés"*, commente Aminata Traoré, ancienne ministre de la culture du Mali et figure de l'altermondialisme.

Pour éviter l'usure des forums annuels de Porto Alegre, les altermondialistes ont décidé d'"étaier" leur forum tous les deux ans : à la rencontre de Bamako, organisée jusqu'au 23 janvier, succédera celle de Caracas (Venezuela), puis, en mars, de Karachi (Pakistan). L'objectif, lui, est resté le même : donner la réplique au forum de Davos qui, à la même époque, réunit en Suisse les grands décideurs de la mondialisation.

Secoué par des clivages politiques, des rivalités de personnes qui alourdissent son organisation, le FSM sera sans doute loin d'accueillir les 30 000 participants espérés. La liste des personnalités françaises dont la présence est annoncée à Bamako est aussi modeste : José Bové, Harlem Désir et Danielle Mitterrand.

Les enjeux de cette première échappée sur le continent africain — avant le grand Forum mondial de Nairobi, prévu en 2007 — n'en sont pas moins lourds. Il s'agit de *"montrer la capacité des Africains à se mobiliser de façon autonome sur des questions comme la dette, les privatisations ou l'émigration, et à interpeller leurs gouvernements"*, estime Philippe Mayol, chargé de l'Afrique au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), qui attend du forum *"un effet de structuration de la société civile"*.

Pour le Mali, l'accueil d'une manifestation attestant, aux yeux du monde, une liberté d'expression rare en Afrique vaut bien les 150 millions de francs CFA (228 000 euros) remis par l'Etat aux organisateurs. Il n'est pas exclu non plus que, aux prises avec les exigences de la Banque mondiale et du FMI, les autorités maliennes voient d'un bon oeil les rues de la capitale pavoisées de

banderoles proclamant *"L'Afrique n'est pas à vendre"* ou *"La dette nous tue, tuons la dette"*.

Pour M^{me} Traoré, le forum de Bamako doit permettre de *"voir le monde à partir de l'Afrique"*, alors qu'*"on a plutôt coutume de nous tendre un miroir pour nous montrer comme nous sommes pauvres et corrompus"*. Pour cette cheville ouvrière du FSM, qui perçoit la mondialisation comme un prolongement de la colonisation et rappelle que *"celui qui donne dicte les solutions"*, il appartient aux Africains de s'émanciper en osant se réapproprier leurs valeurs.

Forum social mondial : débat sur l'Emigration

23 janvier 2006. www.afribone.com

Dans le cadre du Forum social mondial polycentrique, vendredi matin, au centre international de conférences de Bamako, un grand débat sur l'émigration a eu lieu.

Selon Bassidy Diabaté de la Coalition des alternatives démocratiques (Cad-Mali), une nation ne peut se vanter d'avoir vécu au même endroit. Personnes et familles, afin d'améliorer leurs conditions de vie, migrent à la recherche d'un emploi mieux rémunéré.

Selon la Division population de l'Onu, le nombre de personnes vivant en dehors de leurs pays d'origine, serait de 180 millions, soit un taux de 2,9% de la population mondiale.

Ainsi, de 1970 à 1999, le nombre des pays de destination des migrants est passé de 39 à 67, celui des pays émetteurs de flux migratoires est passé de 29 à 55.

En revanche, le nombre de pays considérés à la fois comme émetteurs et récepteurs du flux migratoire est passé de 4 à 15.

Le début des grands mouvements des africains vers l'Europe se situe, selon Mr Diabaté, à l'époque du plan Marshal, mis en place en 1945 l'Europe meurtrie par la guerre.

De 1945 à 1970, les européens se sont tournés vers l'Afrique, afin de recruter une main d'œuvre bon marché, tolérant ainsi bien des choses vis-à-vis des clandestins.

Migrants africains arrivaient alors, sans difficulté en Europe et la migration clandestine de l'époque, offrait de nombreux avantages financiers et sociaux aux entrepreneurs.

Cependant, à partir de 1973, selon Mr Diabaté, avec la sortie de l'Europe du plan Marshal, le migrant et spécifiquement le migrant africain sera considéré comme un prédateur d'emploi.

En même temps que l'Europe commençait à fermer ses frontières avec le visa Schengen, les africains, suite aux effets des programmes d'ajustement structurel, éprouvaient de plus en plus le besoin de migrer pour chercher un bien-être, hors de leur continent.

Selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced), 32 pays parmi les 42 les moins avancés sont africains.

En effet, l'Afrique bien que disposant de ressources pouvant lui permettre de se développer, présente un visage peu reluisant : continent le moins avancé en matière de développement économique, près de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour, seule la moitié de la population a accès à l'eau potable, et elle a un taux de mortalité de 140 pour 1000 pour les enfants de moins de 5 ans.

Pour Mr Diabaté, « l'Afrique doit cesser de gémir et de ressasser ses griefs contre l'Europe ingrate, car l'inhumanité des occidentaux est à la hauteur de l'irresponsabilité et de la cupidité des africains », estime-t-il.

Mambé Dembélé, un malien vivant depuis 17 ans en Espagne, a mis en garde les jeunes, car pour lui, la réalité est dure en Europe.

Beaucoup d'immigrés aimeraient revenir dans leur pays d'origine, mais n'en ont pas les moyens et ceux qui arrivent à envoyer un peu d'argent au pays, le font au prix de nombreux sacrifices.

Aussi, appel a été lancé par Mr Dembélé à l'endroit de la jeunesse à rester à la maison, car l'Europe elle-même traverse une situation difficile, selon lui.

Pour un meilleur soutien aux africains transitant par le Maroc pour l'Europe, un appui de l'Union Européenne aux acteurs sociaux du Royaume chérifien, engagés dans ce créneau, s'avère nécessaire, selon une marocaine.

Appel a été lancé par cette dernière à l'endroit des pouvoirs publics européens à revoir la façon dont ils traitent les immigrés, car si on les garde dans des

ghettos, ils vont, un jour, se retourner contre les politiques qui les oppriment, a-t-elle prévenu.

«Je préfère mourir libre et pauvre ici qu'esclave à l'étranger»

Paroles d'Africains (4) • Dans le cadre du Forum social mondial de Bamako, rencontre avec Diallo Kane, de l'Association malienne des rapatriés de Côte-d'Ivoire • Il revient sur la dure réalité des migrations entre pays pauvres, les violences ethniques et le désir de gagner l'Europe, à tout prix •

Par Christian LOSSON, **Libération.fr** : lundi 23 janvier 2006,
Bamako envoyé spécial

«On parle beaucoup d'immigration, de désespérés qui risquent leur peau pour gagner l'Europe. Mais dans ce débat-là, dans ces images de morts qui ont marqué Ceuta et Mellila, et même dans ces "émeutes" dans les banlieues françaises incendiées, on a peu évoqué la situation des migrants Sud-Sud. Ce mouvement a toujours existé. Il a toujours nourri le développement de l'Afrique, enrichi ses cultures. Seulement, quand un pays décide de se replier sur lui-même, de dénoncer les étrangers, cela favorise des déplacements et des migrations douloureuses. En Côte-d'Ivoire, on était 2,5 millions de Maliens... jusqu'en 2002. Jusqu'aux premières chasses aux «Dioulas» (terme qui amalgame les immigrés burkinabés aux Ivoiriens originaires du nord du pays, ndlr), jusqu'au charnier de Youpougou, qui a fait plus de 50 morts, de Maliens, Burkinabés qu'on a jeté dans le fleuve par le seul fait qu'ils étaient "étrangers".

C'est le résultat de la politique du gouvernement de Laurent Gbagbo, qui a surfé sur les thèses de "l'ivoirité", dénoncé le fait que 40% des habitants étaient de "vrais" Ivoiriens. Moi, j'y vivais pourtant depuis 25 ans. Comme contrôleur de gestion dans une entreprise de conditionnement d'ananas tenue par un Français. On exportait partout dans le monde, Marseille, Rotterdam... Je gagnais 730 euros par mois ; je faisais vivre toute ma famille au Mali. J'ai été expulsé en septembre 2005. Mes enfants aussi, en cours de scolarisation, et pour lesquels je me saignais pour leur payer une école privée, pour qu'ils

réussissent, qu'ils rêvent d'un monde meilleur. Depuis, je n'ai plus rien. Je vis sur la pension de retraite de mon père, 30 000 francs CFA (45 euros)...

Officiellement 70 000 maliens ont été rapatriés de Côte-d'Ivoire. Officieusement, des centaines de milliers. Et qu'ont-ils trouvé ici? Rien. Pas comme les rapatriés de l'Algérie française. Le gouvernement malien n'a aucune structure de réinsertion. Alors, que croyez-vous qu'ils ont fait, les rapatriés ? Pourquoi depuis 2002 les gens se pressent aux frontières de l'Europe ? Le lien est évident. J'aurais pu amener 2 000 Maliens venir raconter leur histoire au Forum. Mais le simple fait de payer l'accréditation de 2 euros a dissuadé beaucoup de monde.

Ici, les passeurs proposent leur service pour l'équivalent de 20 000 francs français. C'est énorme. Alors, les gens s'endettent, les familles vendent leurs terres, bradent leur bétail en espérant qu'un de leur membre de leur famille leur garantira un retour sur investissement. On a beau leur parler du risque de mort, du calvaire, des tortures, ils tentent l'aventure. On a beau leur dire que la situation en France ou en Espagne est difficile, que même les enfants maliens nés en France sont toujours traités d'immigrés ou d'origine immigrée. Ils partent quand même : ils veulent croire au mirage ou au rêve d'une vie meilleure.

Moi, je rêve aussi. Mais d'ici. Ici, au Mali. C'est un grand pays, qui fait plus de deux fois la France. Monter une entreprise pour exporter des mangues, par exemple, qui croupissent sur place, alors que le pays est l'un des plus grands producteurs de mangues. Il ne me faudrait pas grand chose pour monter un centre de conditionnement, embaucher 500 personnes. Car ici, on a une terre. On est chez nous. Je préfère mourir libre et pauvre ici qu'esclave à l'étranger.»

«Nous sommes des fantômes»

Les derniers ateliers ont été consacrés aux problèmes de l'immigration africaine.

Par Christian LOSSON, **Libération** - 3 janvier 2006

Bamako envoyé spécial

C'est un déluge de mots, de témoignages, de colères qui irrigue le Forum social mondial. Les migrations, les émigrations, les répressions, les expulsions. Des Ceuta et des Melilla. Des destins. Des murs. Des morts. «*Deux fois plus en dix ans que dans toute l'histoire du mur de Berlin*», résume Marine, du réseau Migreurop, qui a dressé une carte des 650 camps d'étrangers en Europe : 25 000 migrants victimes de «*machines à expulser*» (<http://www.migreurop.org/rubrique45.html>). Jusqu'à présent, rappelle un avocat nigérien, «*les Forums sociaux mondiaux évoquaient le sujet sous l'angle du racisme ou de la discrimination*». Occultant les enjeux économiques. «*Or les plans d'ajustements structurels ont aggravé la misère*», rappelle le Sénégalais Boubacar Diop.

«J'étouffe.» Le Mali fait partie de cette trentaine de pays qui voient leur richesse par habitant baisser depuis vingt ans. La privatisation du rail supprime des postes dans les régions ; les subventions américaines au coton favorisent l'exode rural ; le chômage massif obère l'espoir des plus jeunes, même diplômés. «*J'ai 27 ans, je parle quatre langues, j'étouffe*», résume Alassane Coulibaly lors d'un séminaire «Migrations et néolibéralisme». «*Quand la France parle d'immigration ciblée, j'ai mal, s'indigne Dabo Ibrahim, lycéen. Hier, la colonisation, dont on ose dire qu'elle a eu des effets positifs, a pris nos grands-parents. Et là, on parle de faire le tri sur nos cerveaux ? Pur néocolonialisme.*»

Même formés sur le continent africain, beaucoup s'exilent. Le Botswana, épice du sida dans le monde (plus de 38 % de prévalence), a vu 80 % de son personnel médical fuir en Grande-Bretagne. L'Algérien Ahmed ben Amoun, professeur d'archéologie à Perpignan, a répertorié 960 médecins marocains au Québec, 1 500 dans le sud de la France. «*Pourquoi 450 000 cadres supérieurs ont quitté l'Algérie en dix ans ?*» Parce que, dit-il, «*beaucoup ont été, comme moi, clandestins dans leur propre pays*».

Une pharmacienne sierra-léonaise relance : «*Que fait la diaspora africaine pour éviter la multiplication des crises, l'appel des candidats au départ ?*» Un Béninois s'exaspère : «*Vous avez déjà vu des gouvernements d'Afrique dire "Revenez" ? Non !*» Tabou. Diallo Kane, de l'association malienne des réfugiés de Côte-d'Ivoire, parle, lui, d'un tabou : les migrations Sud-Sud. Sous un arbre, il fait le lien entre les expulsions massives d'un grand nombre des 2,5 millions de Maliens de Côte-d'Ivoire depuis 2002, leur retour au pays sans rien et leur désir de gagner l'Europe. «*Nous sommes des errants, des fantômes*

; *ici ou ailleurs.*» Causes et responsabilités multiples appellent des alliances régionales de réseaux. Pour s'interroger : «*Qu'est-ce que le codéveloppement ? Filer 3 000 euros (aide au retour du gouvernement français, ndlr) pour qu'on se casse de France, s'interroge un jeune Burkinabé. Mais c'est le prix qu'on paie pour tenter d'y aller.*»

Pour mettre en avant, comme l'ONG Migration et développement de Marseille, les projets d'eau, d'éducation, lancés par des Marocains pour «*tenter de fixer les populations*». Ou pour se réunir autour d'une évidence que cette jeune Burkinabé résume ainsi : «*La première des libertés devrait être la liberté de circulation. Les capitaux valent-ils plus que les hommes ?*»

Amorce d'une mobilisation africaine à Bamako

Le Monde, Bamako, envoyé spécial : Philippe Bernard, Article paru dans l'édition du 24.01.06

Avec le premier Forum social mondial (FSM) tenu sur son sol, qui s'achève lundi 23 janvier à Bamako, l'Afrique est montée dans le train de l'altermondialisme, mais à la façon, modeste et pragmatique, d'un continent d'abord occupé à survivre.

Loin des foules latino-américaines de Porto Alegre, le forum malien n'entrera pas dans l'histoire pour son affluence — quelques milliers de personnes, surtout des Africains francophones et des Européens — ni pour son organisation, erratique. Il a toutefois été le théâtre de rencontres qui auraient été impossibles sans cela entre des paysannes en boubou exprimant leurs revendications en bambara, des "anti-impérialistes" au langage idéologique bien rodé, de vieilles militantes catholiques du développement et de jeunes candidats à l'émigration, rescapés de récentes tentatives d'infiltration par-dessus les barbelés de Ceuta et Melilla, les enclaves espagnoles au Maroc.

Il y a eu également une forte participation aux grands débats allant des privatisations à la question foncière en passant par la dette ou les OGM. Affaibli par l'éclatement du FSM en trois lieux (Caracas prend le relais à partir de mardi, puis ce sera Karachi) et par les difficultés de transport propres à l'Afrique, le forum a surtout été l'occasion d'entendre des interrogations de base.

"Une graine a été semée qui fera germer les mouvements sociaux : des femmes qui n'étaient jamais sorties de leur village sont venues partager avec le monde entier", s'enthousiasme Aminata Barry, présidente d'une plate-forme alternative malienne qui recense 300 organisations africaines. Des agriculteurs togolais, qui ont fait trois jours de route pour venir, se disent *"fortifiés de ne plus se sentir isolés"*. La société civile africaine n'a pas, loin de là, atteint le degré de mobilisation sud-américain, mais elle manifeste, selon les experts, une émergence prometteuse. Sous des huttes, près de stands vendant de la tisane "anti-ulcère", des bijoux artisanaux ou des affiches qui clament *"libéralisme = guerre contre les pauvres"*, de petites assemblées disciplinées dénoncent les ravages sociaux de la privatisation du chemin de fer Bamako-Dakar, les diktats de la Banque mondiale sur le coton ou les tragédies de l'émigration.

Une militante s'en prend aux *"racailles d'en haut"*. Elle pense aux institutions financières qui *"imposent à l'Afrique des politiques néolibérales que les pays riches sont eux-mêmes incapables de gérer"*, mais aussi à des chefs d'Etat du continent noir. Car, dans les commentaires à Bamako, si les *"grands satans"* sont d'abord occidentaux, les responsables africains de l'enlisement du continent ne sont pas épargnés. Pas plus que certains visiteurs étrangers comme José Bové, souvent perçu comme *"un donneur de leçons"*, ou la France *"néocoloniale"*, discrètement représentée par l'ambassadrice Nicole Ameline et par un conseiller à l'Élysée.

Le FSM malien, en avant-première du forum de 2007 prévu à Nairobi, a donné un écho à cette amorce de mobilisation populaire africaine destinée à peser sur les gouvernants, mais a aussi permis de constater l'absence de leaders politiques pour la relayer.

Procès sans appel de l'Europe forteresse

Immigration . Au Forum social mondial, à Bamako, cinglante mise en cause des politiques migratoires de l'UE. Les témoignages de centaines de Maliens «*refoulés*» à Ceuta et Melilla.

L'Humanité, Thomas Lemahieu, 23 janvier 2006, Bamako (Mali), envoyé spécial

www.humanite.presse.fr/journal/2006-01-23/2006-01-23-822462

Lui a tout perdu, sauf un pantalon qu'il porte encore aujourd'hui. Juste sous le genou, deux trous dans la toile : l'empreinte indélébile d'une balle, réelle, entrée et ressortie. Comme des dizaines et des dizaines d'autres « refoulés » aux murs des enclaves espagnoles en Afrique à Ceuta et Melilla, présents, avec leur association Retour, travail et dignité (lire ci-dessous), depuis le début du Forum social mondial (FSM) « polycentrique » sur le champ hippique de Bamako, Amadou Sangaré est un miraculé. « Cette balle m'a frôlé, raconte-t-il en bambara. On partait aux grillages, il y avait des tas de policiers marocains et espagnols. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes, puis ils ont tiré sur nous. Je me suis couché au milieu d'autres gens. Il y avait six cadavres, nous étions cinq encore en vie, un autre camarade du Mali était là. J'ai passé la nuit comme ça, sans bouger. Le lendemain matin, les Espagnols ont lancé de l'eau froide sur nous pour voir qui il restait de vivant. »

L'UE sous-traite son carnage.

Ce récit parmi d'autres recueillis au cours du FSM n'est qu'une goutte dans un océan de sang, juste quelques heures particulières dans un calvaire qui dure souvent plusieurs années : l'exil contraint d'un commerçant en faillite à Bamako, d'un paysan asséché près de Kayes ou d'un adolescent sans travail dans la région frontalière avec la Côte d'Ivoire, les promesses d'eldorado où on ramasserait l'argent en se baissant dans la rue, les extorsions des passeurs ou de l'armée, les longues marches dans le désert parfois sans eau ni nourriture, l'errance de plusieurs années parfois entre Algérie et Maroc, l'attente encore interminable dans les forêts à quelques kilomètres des grillages, les « assauts » enfin, les discrètes expulsions par des portes dérobées de ceux qui parviennent à rentrer dans l'Union européenne, et les charters pour le renvoi du bétail humain survivant, au beau milieu de nulle part, dans le Sahara. A toutes les étapes du parcours, des morts et encore des morts - et ce, sans même parler des centaines de disparus naufragés au large des Canaries, dans le détroit de Gibraltar et le long des côtes de Lampedusa, du millier de sacs mortuaires offerts par l'Italie à la Libye pour effacer les conséquences de la lutte contre l'immigration, ou encore des demandeurs d'asile et réfugiés soudanais tués (plus de 200 selon les organisations et les médias, 27 selon les autorités) au Caire à la fin du mois de décembre dernier. C'est un carnage à

grande échelle que l'Union européenne et les Etats qui la composent sous-traitent, en toute impunité jusqu'ici, à l'extérieur de leurs frontières.

Effet tangible et bénéfique du processus du FSM : quelques mois après la découverte dans l'opinion publique de l'existence des « murs » entre l'Afrique et l'Europe, le Forum pour un autre Mali (Foram) animé par Aminata Dramane Traoré (lire en page 3), la toute jeune Association des rescapés à Ceuta et Melilla, des groupes maghrébins, et en particulier marocains, travaillant sur les droits de l'homme, plusieurs mouvements de défense des immigrés en Andalousie et le réseau transversal d'expertise et d'action sur les politiques migratoires de l'Union européenne (Migreurop) ont utilisé le forum de Bamako pour échanger leurs analyses globales de la situation et coordonner mieux leurs actions dans l'urgence. Pour Filippo Miraglia (ARCI Italie), « ce FSM constituera probablement le véritable début d'un changement vers une alternative à ces politiques répressives qui n'arrêtent pas de tuer partout dans le monde : pour la première fois, à travers les voix des « refoulés », les Africains prennent la parole au niveau international sur ces questions d'émigration ».

Des plaintes en préparation

Puis, fait nouveau et décisif dans un contexte de radicalisation des politiques répressives sur toute la planète, les réseaux altermondialistes qui travaillent sur ces drames s'apprentent à lancer ensemble des procédures exigeant des réparations pour les « refoulés » aux portes de l'Union européenne, des plaintes devant la Cour européenne des droits de l'homme (Conseil de l'Europe à Strasbourg) ou peut-être même devant la Cour de justice européenne (Union européenne à Luxembourg), ainsi qu'une requête pour la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante ou encore d'une espèce de « tribunal des peuples » sur les « événements » de Ceuta et Melilla et, plus globalement, sur les conséquences tragiques en Méditerranée, mais aussi à l'Est (comme, d'ailleurs, entre les Etats-Unis et le Mexique ou encore en Australie), des politiques européennes d'« externalisation » des frontières. Evidemment la partie est loin d'être gagnée : « L'exigence de réparations, c'est un moyen de continuer à faire travailler tout le monde ensemble, explique Emmanuel Blanchard (Gisti). Nous voulons une reconnaissance du préjudice subi, mais en même temps, sans rétribution

financière car ce serait faire le jeu de l'Union européenne qui, sous des prétextes humanitaires, cherche à conforter ses politiques d'externalisation des frontières et d'immigration « choisie » en triant les migrants sur le volet. Ce forum nous aura permis d'avancer : il faut bien comprendre que ces politiques migratoires de l'Union européenne ne peuvent se mettre en place qu'en divisant le monde en aires géographiques séparées et en négociant bilatéralement avec les Etats ; or, à Bamako, nous avons jeté un pont durable entre nous tous. »

Solidarité Nord-Sud pour le droit des migrants

Madieng Seck, Bamako, 24.01.06 (**InfoSud-Syfia**)

Au Forum social de Bamako, au moins dix ateliers ont porté sur les politiques d'immigration de l'Union européenne et les exactions subies par les migrants. Parlementaires européens et maliens, ONG du Sud et du Nord ont décidé de travailler ensemble pour faire évoluer les politiques.

Forum social de Bamako

"Ce n'est pas le peuple marocain qu'on condamne mais le gouvernement", précise un participant malien à l'atelier sur l'immigration du vendredi 20 janvier au Forum social de Bamako. Il voulait calmer une Marocaine, mal à l'aise d'entendre les témoignages accablants sur son pays de Subsahariens victimes de violences à Ceuta et Méhilla, les camps d'accueil des migrants au Maroc. Pendant le Forum, il ne s'est passé un jour sans que les altermondialistes ne discutent de la question de l'immigration devenue "obsessionnelle chez les dirigeants européens", selon un militant d'Attac-France

A Bamako, au-delà des témoignages sur les brutalités dans les camps d'accueil des pays du Maghreb, premières frontières de l'Europe, les militants du Sud et du Nord ont tissé une toile de solidarité. Des parlementaires maliens et européens ont pris l'initiative de coordonner leurs actions pour influencer sur les

décideurs politiques de leur pays, afin de mieux protéger les migrants. Gabrielle Zimmer, députée allemande au Parlement européen, propose l'élaboration de nouvelles règles. Elle et ses collègues du groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne tendent la main à leur homologues africains, notamment maliens.

Première bataille à mener ensemble, le lobbying pour que l'Union européenne (UE) signe la résolution de l'Onu sur le droit des travailleurs migrants et de leur famille, adoptée en 1990 et ratifiée par une cinquantaine d'États dont le Mali, le Sénégal, le Cameroun, le Burkina Faso et le Gabon. "Parmi ces États, aucun de l'UE !", lance dans une activiste française.

L'immigration légale favorisée

Pour cette militante, comme pour d'autres experts "le prétexte de l'Union est que la ratification encouragerait l'immigration illégale". Or, "l'UE cherche à avoir une immigration légale pour satisfaire ses besoins de main-d'œuvre, estimés à plus de 20 millions de travailleurs d'ici 2020", souligne G. Zimmer dont le pays accueille près d'un demi-million d'immigrés africains sur les trois millions qui vivent en Europe.

Un député malien souligne avec humour ce paradoxe : "L'UE nous oblige à signer la convention sur la migration des oiseaux qui viennent passer l'hiver en Afrique, alors qu'elle refuse aux jeunes Maliens d'aller chercher une vie meilleure ailleurs !".

Dans ce débat, les ONG africaines, la Coalition des alternatives démocratiques (Cad-Mali), l'Union pour la solidarité et l'entraide du Sénégal (USE), n'ont pas été en reste. Au Mali, elles appuient les jeunes refoulés de Ceuta et Méhilla qui ont créé en décembre 2005 l'association Retour Travail Dignité. Son but est de réinsérer ces jeunes dans la société en leur proposant des activités économiques rentables et durables comme la création de petites exploitations agricoles. Car la plupart des jeunes voient l'émigration comme l'unique solution à leurs problèmes.

Aminata Traoré, coordinatrice du Forum social pour un autre Mali a salué la forte mobilisation des sociétés civiles du Nord qui font des propositions : fermeture des camps, création d'un réseau international d'échanges

d'informations et d'actions, réflexions pour l'année internationale de l'immigration en 2007. Premier rendez-vous en juin 2006 à Madrid pour un Forum social mondial des migrations*.

© InfoSud - Toute reproduction interdite sans l'accord d'InfoSud
Veuillez nous contacter pour publication

Le Forum social de Bamako a donné la parole à l'altermondialisme africain

Le Potentiel (Kinshasa) Actualités, 24 Janvier 2006, Publié sur le web le 24 Janvier 2006 By Lp Le Monde, Kinshasa

Le 6ème Forum social mondial (Fsm), organisé pour la première fois en Afrique, à Bamako, du 19 au 23 janvier, a attiré des milliers d'altermondialistes, et s'est largement concentré sur les problèmes spécifiques à ce continent, notamment l'agriculture, l'accès à l'eau, la dette et l'immigration.

Ce Forum, qui se tient chaque année depuis 2001 en réponse au Forum économique mondial, «revêt une importance considérable pour l'Afrique en raison de l'extrême gravité des conséquences de la mondialisation néolibérale sur ce continent», a déclaré le comité national d'organisation du rassemblement. «L'Afrique n'est pas un continent qui va à vau-l'eau, mais l'organe le plus atteint d'un monde malade parce que pillé par une poignée d'acteurs super puissants», a-t-il affirmé dans le dossier de présentation du Forum organisé sur onze sites à travers la ville de Bamako.

Bové appelle à saisir l'OMC

«Si on regarde aujourd'hui ce qui se passe dans le monde, on se rend compte qu'il y a une systématisation de l'accaparement des terres des paysans partout où ils se trouvent», de l'Amérique latine à l'Afrique où la plupart des populations vivent de l'agriculture, a estimé Ibrahima Coulibaly, membre d'un réseau ouest-africain d'organisations paysannes. Mohamed Haïdara, coordinateur d'Afrique Verte Mali, une Ong de développement durable, s'est de son côté inquiété de l'introduction en Afrique des Organismes

génétiquement modifiés (Ogm), contre le gré des producteurs, mais avec la bénédiction de puissances industrielles. «Ça commence chez nous avec le coton. Le jour que ce sera le tour des céréales, ça va contribuer à tuer les producteurs, ils seront obligés d'aller acheter leurs semences à une firme américaine», a dit M. Haïdara.

L'altermondialiste français José Bové a développé des arguments similaires sur la question des Ogm et sur l'agriculture en général lors d'une conférence sur les «agressions contre les sociétés paysannes». Il a également invité les dirigeants africains à «attaquer l'Union européenne devant le tribunal de l'Organisation mondiale du commerce» pour distorsion et destruction de l'économie locale. Un appel lancé à l'issue d'un exposé sur une campagne lancée en 2002 contre les importations au Cameroun de poulet congelé venu d'Europe : atteignant selon lui 22 000 tonnes en 2003, elles ont lésé selon lui plus d'un million de Camerounais, avec «l'arrêt de plus de 110 000 ateliers de production de poulets». Elles seraient notamment le fait d'un industriel français implanté notamment au Brésil qui bénéficie, selon M. Bové, de financements européens de plus de 60 millions d'euros.

La dette, qualifiée par certains participants d'«ennemi intime de la lutte contre la pauvreté», a également été un des thèmes majeurs de ce Forum. «Les privatisations imposées par les grands argentiers du monde alourdissent la dette des pays du tiers-monde», a accusé Aminata Barry Touré, présidente de la Coalition des alternatives dette et développement (Cad-Mali), regroupant une soixantaine d'associations. «Le mécanisme est simple : on nous dit : 'Privatisez vos sociétés et on vous donnera de l'argent pour renflouer vos caisses'. Or, cela entraîne des désastres», a-t-elle ajouté.

L'immigration a elle aussi été largement évoquée, en dénonçant «le traitement inhumain et honteux» de ressortissants de pays du Sud poussés vers l'Europe par la pauvreté ou les conflits. «En France, on prend les étrangers pour faire des travaux difficiles ou ingrats, et quand on n'a plus besoin d'eux, on les jette en les expulsant», s'est insurgé un jeune participant lors une rencontre sur la question, qualifiant cette procédure de «politique Kleenex».

Autre thème abordé, celui de l'accès à l'eau, pour lequel l'ex-première dame française Danielle Mitterrand, présidente de la France Libertés, a mené

campagne à Bamako. «Aujourd'hui, près de 1,5 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable dans le monde. (...) 34 000 personnes meurent chaque jour du manque d'eau potable», a-t-elle affirmé, en appelant à reconnaître et respecter «le droit de l'eau d'être libre, potable et gratuite». Le Forum de Bamako doit être suivi d'autres rencontres d'altermondialistes à Caracas (Venezuela) fin janvier, et à Karachi (Pakistan) en mars, avant un deuxième rendez-vous africain prévu en 2007 à Nairobi (Kenya).

Bamako a tenu son pari: un forum porteur d'espoir

Le Courrier (Genève), de Bamako, Christophe Koessler, Date: Mercredi, 25 janvier

Forum social - Malgré une petite affluence, participants et observateurs du Forum de Bamako, qui s'est clos lundi, parlent de grand succès: l'apparition des mouvements africains sur la scène mondiale.

«Nous avons attrapé la queue du lion. Reste le plus difficile: lui fermer la gueule.» Les organisateurs locaux restent modestes. Mais lundi, à l'heure de la clôture du Forum social mondial polycentrique de Bamako, les sourires étaient sur toutes les bouches, en dépit de l'épuisement. Malgré des difficultés logistiques et organisationnelles majeures, et un budget inférieur à 1,7 million de francs, environ 300 séminaires, conférences et activités sur dix thèmes majeurs ont pu avoir lieu, avec pour objectif commun de mettre fin à la mondialisation néolibérale et de définir un monde plus juste.

Trois cents rencontres

Si la participation a été bien plus faible que prévue – entre 15 000 et 20 000 personnes selon les organisateurs (et seulement 10 000 inscrits), au lieu des 30 000 attendues – et qu'une partie des conférences a été annulée ou déplacée, le forum s'est tenu dans des conditions acceptables, s'accordent à dire les participants. Que ce soit au sein des salles climatisées du Palais des congrès, ou des dizaines de modestes paillotes écrasées par le soleil au camp des jeunes Thomas Sankara, la plupart des débats et des rencontres ont pu avoir lieu entre les organisations des cinq continents présentes, avec la

représentation de plus de quarante pays africains sur la cinquantaine d'Etats que compte le continent. «Bamako représente un pas décisif pour l'Afrique», s'enthousiasme le Brésilien Antonio Martins, membre du Conseil international du FSM, et grand habitué des forums: «C'est la première fois que je constate un tel niveau d'autonomie et de diversité en Afrique. Le Forum régional de Lusaka en Zambie était peu original et dominé par de petits groupes. Je pense qu'à Bamako, l'Afrique est véritablement entrée dans le processus horizontal lancé par le forum.» Tous les observateurs ici envisagent Bamako comme un premier pas vers le FSM de Nairobi au Kenya en 2007 (lire ci-dessous).

Paysans, femmes et migrations

Les paysans ont contribué pour une grande part à la réussite de l'événement: les tables rondes sur les questions agricoles ont attiré nombre d'associations paysannes, d'intellectuels et d'ONG. Et l'immanquable José Bové qui qualifie le forum «d'énorme succès». L'imposant Mamadou Lamine Coulibaly, vice-président de la Coordination nationale des organisations paysannes, prend deux exemples: la prise de conscience pendant la discussion de la part des organisations burkinabées des dangers du coton OGM et la possibilité pour les producteurs de collaborer davantage sur une base égalitaire: «Pourquoi ne pas échanger nos graines améliorées, au lieu d'acheter aux multinationales leurs semences stériles?» demande-t-il. Parfois effacées, mais bien souvent sur le devant de la scène dans leurs boubous multicolores, les femmes ont marqué cette édition. Pour la première fois, un des dix «territoires» leur était entièrement consacré. Sous les acacias du jardin du Palais de la culture ou dans son grand hall mal insonorisé, Indiennes, Africaines, Européennes ou Palestiniennes ont su montrer le lien entre la souffrance des femmes, les violences que les hommes exercent sur elles, et la mondialisation: «Quand les hommes sont condamnés au chômage par les plans d'ajustement structurel, qui doit se battre pour que la famille n'explose pas et subvienne à ses besoins?» interroge la Malienne Aminata Traoré.

Pouvoir rester au pays

L'immigration aura été l'un des thèmes-phare de l'événement altermondialiste, marqué par la présence constante des réfugiés maliens expulsés des enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila – reconnaissables aux habits dogons qu'ils avaient revêtu pour l'occasion, et à leurs banderoles omniprésentes. De

nombreux orateurs ont souhaité leur dédier ce forum. Les discussions sur l'immigration ont porté principalement sur le lien entre l'exploitation des ressources du Sud par le Nord et les vagues migratoires vers l'Europe et les Etats-Unis: «La baisse des prix du coton a fait fuir de nombreux jeunes», illustre Fanta Diarra, de l'association des cotonniers du Mali. D'où la nécessité d'une alliance des organisations du Nord et du Sud, que plusieurs participants se sont engagés à mettre sur pied, comme les Français de No-Vox (Sans voix).

Le flop de l'assemblée

Espace d'échanges et de rencontre horizontale par nature – comme tous les autres Forums sociaux – la rencontre de Bamako n'a émis aucune déclaration finale, ni adopté d'agenda d'actions concrètes. L'Assemblée des mouvements sociaux, qui rédige, elle, ce type de documents, y a renoncé lundi, en raison de la très faible participation (pas plus de 60 personnes, provenant de six organisations). En revanche, quelques-unes des nombreuses propositions émises durant les ateliers du FSM peuvent être citées. Comme la constitution d'un réseau visant à «tracer» les fonds de la dette externe des pays du Sud, le lancement d'une campagne pour la souveraineté alimentaire face aux négociations de l'OMC et l'organisation d'une grande manifestation contre l'occupation américaine en Irak les 18 et 19 mars prochain.

Une marche des alters stoppée à mi-chemin

Le Nouvel Observateur, FSM - Bamako

Les slogans visaient les dirigeants des principales mines maliennes de Sadiola et Morila et la politique française de l'immigration.

Quelque 2.000 altermondialistes présents à Bamako pour le 6e Forum social mondial (FSM), qui entendaient réclamer le respect de droits de paysans et le retour en France d'Africains expulsés, ont participé dimanche 22 janvier à une marche qui s'est arrêtée à mi-chemin faute d'autorisation.

La manifestation, annoncée par le réseau No-Vox affirmant regrouper plusieurs mouvements sociaux, était initialement destinée à "exiger le retour

en France de tous les sans-papiers expulsés" et "l'arrêt immédiat du blocage de la sélection des visas", selon un communiqué de cette organisation distribué à la presse.

Mais le ton a été donné vers 15h30 (locales et GMT) par des paysans et mineurs rassemblés dans l'enceinte du Centre international de conférence de Bamako (ex-Palais des Congrès), dans le quartier du Fleuve (centre de la capitale), avec des slogans, hostiles au néolibéralisme, aux dirigeants des principales mines maliennes de Sadiola et Morila et à la politique française de l'immigration.

Les altermondialistes défendant la cause des expulsés et des sans-papiers, également regroupés au même endroit, se sont joints au rassemblement et tous ont pris la direction de l'ambassade de France à Bamako, située à quelques centaines de mètres de là.

Aucun policier n'était visible au départ de la marche, qui s'est déroulée sans incident avant d'être stoppée à mi-parcours par la police et des forces de maintien de l'ordre.

Migrations internationales et expulsions Puis survint le jour fatidique...

Flamme d'Afrique, Quotidien du Forum Social Mondial Polycentrique
Bamako, 22 janvier 2006, n° 3.

Ce dimanche, à partir de 15h, une marche doit partir du centre international des congrès pour mener les acteurs du mouvement social vers l'ambassade de France à Bamako. A l'initiative de l'Ong No-vox pour la défense des intérêts des émigrés expulsés, la manifestation a pour but de dénoncer l'accélération rythme des retours forcés de sans-papiers, les nouvelles conditions de délivrance des visas de séjour ainsi que l'indexation de la durée du titre de séjour sur celle d'un éventuel contrat de travail du demandeur.

Hier les contours de la dénonciation ont été posés lors d'un panel organisé dans le cadre du Fsm. Les altermondialistes se sont en effet penchés sur les

conséquences sociales, politiques et économiques de l'expulsion des migrants vers leurs pays d'origine. Tout au long des débats, la technicité des arguments se le disputait à l'émotion causée par des témoignages de victimes.

Pour se représenter les drames causés par le retour forcé des émigrés africains, il n'y a sans doute rien de plus précis que le témoignage de ceux qui ont vécu cette humiliation et la peur du retour dans leur chair. Les propos de Boubou Doucouré, renvoyé de la France depuis près d'un an et d'Ousmane Diarra, expulsé d'Angola en 1996, ont, de ce point de vue, ajouté de la lumière aux arguments juridiques, économiques et politiques - pourtant fort convaincants - brandis par les panélistes pour démontrer l'ineptie de la politique d'immigration de l'Europe.

Boubou Doucouré a été arrêté un jour à Paris alors qu'il avait pu, une semaine après son arrivée dans la capitale française quelques années auparavant, trouver un travail qui lui permettait, avec son salaire de quelque 1400 euros, de faire vivre une famille de onze personnes au Mali. A cette époque, Boubou Doucouré pouvait transférer jusqu'à 500 euros par mois à sa mère, ainsi qu'à ses frères et sœurs. Puis survint ce jour fatidique où il fut interpellé et gardé dans un centre de détention administrative. Un jour l'expulsion, et la fin des illusions...

A lui seul, le cas de cet ancien émigré aujourd'hui sans emploi résume ce que Caroline Inrand de l'Ong Simad appelle «une véritable machine à expulser» qui est en train de se mettre en place dans l'espace européen. Pour Claire Rodier de l'Ong Migreurop, on est passé d'une échelle industrielle nationale d'expulsion - dont le ministre de l'intérieur français Nicolas Sarkozy est devenu l'emblème avec ses «objectifs chiffrés» fixés aux préfets de l'Hexagone et le nouveau paradigme de l'immigration choisie - à une échelle continentale illustrée par le « cordon sanitaire » que les centres de détention administrative forment aux confins de l'espace Schengen et dont le déploiement dans les pays frontaliers de l'Union européenne laisse voir l'érection d'une véritable forteresse.

A cela s'ajoute les charters communautaires dont le remplissage est désormais la première préoccupation, au mépris des droits les plus fondamentaux des expulsés. D'ailleurs, la directive du Conseil de l'Europe entérinant, à compter d'avril 2004, les vols collectifs, a suscité l'émoi et la réprobation unanimes des députés européens parce qu'ils contreviennent à l'Article 4 du Protocole 4 de la Convention européenne des Droits de l'homme. Pour contourner la difficulté, l'Europe vient de créer une agence de l'immigration basée à

Varsovie, en Pologne. Cette structure coordonne les vols groupés comme une véritable police privée. Pourtant, à l'avis de Claire Rodier, cette politique est «fondamentalement inutile», parce qu'elle n'induit pas les résultats escomptés. En revanche, les gouvernements européens y ont recours pour donner à leurs opinions publiques un faux sentiment de sécurité, avec un amalgame dangereux entre l'immigration et le terrorisme, l'insécurité et le chômage.

Pour Mohamed Seck, un émigré sénégalais vivant et travaillant en Europe pour l'Ong No-vox, «il ne faut pas avoir peur des mots et de faire le rapprochement entre le système de contrôle, de détention et d'expulsion des immigrés et le système hitlérien». Il précise que «c'est un racisme soutenu par des idéologues, des économistes, une élite mondiale, qui bénéficie de la complicité des gouvernements africains». Mohamed Seck rejette alors toutes les approches théoriques et «complaisantes». A la place, il prône une action massive et déterminée pour empêcher les départs des vols sur lesquels sont embarqués des migrants expulsés, les débarquements de ces vols en Afrique. etc.. «quitte à utiliser des moyens illégaux, parce que l'Europe ne respecte même pas ses propres lois».

Sur un registre moins passionné, mais sans doute aussi engagé, les organisations de solidarité avec les immigrés préconisent la mise en réseau des organisations du Nord et du Sud pour la protection des droits des expulsés et notamment les droits sociaux des travailleurs. Il s'agit également de défendre les expulsés et de leur porter assistance dans les centres de détention. Le tout est de créer une convergence d'action basée sur un échange d'informations. Fatimata Sy, membre de l'Union pour la Solidarité et l'Entraide au Sénégal, ajoute qu'il faut également que les organisations du Nord assurent le renforcement des capacités de leurs partenaires au Sud.

Pour l'instant, les associations d'expulsés du Sud s'organisent sur le modèle du collectif de soutien aux expulsés maliens. Son secrétaire général, Ousmane Diarra, a tenu à pointer la responsabilité active des gouvernements africains. Expulsé de l'Angola en 1996, en même temps que des centaines d'autres Africains, voire des «Libanais», Ousmane est fier de la libération, obtenus par son association en mars 1997, de soixante dix-sept expulsés maliens. Ces derniers avaient fait les frais des charters et risquaient ainsi de payer doublement leur situation irrégulière.

Souleymane NIANG

Emigration - La mobilité, seconde nature de l'homme

Khalil CISSÉ - Flamme d'Afrique, Quotidien du Forum Social Mondial Polycentrique - Bamako, 22 janvier 2006, n° 3.

Devant des Africains qui se ruent sur ses frontières, le Nord élève des barrières. Oubliant que le monde ne s'est construit, les nations ne se sont forgées autrement qu'à travers les mouvements de population.

L'immigration, dont les drames n'en finissent pas de défrayer la chronique, est au menu de ce Forum social mondial de Bamako. Les images de la ruée sur les frontières espagnoles, ces désespoirs qu'on jette sur les barbelés qui séparent le Maroc et l'Espagne tapissent les murs au Centre de conférence pour illustrer une réalité cruelle pour les Africains. Mais Bassidy Diabaté, membre de la coalition des alternatives démocratiques (Cad) du Mali rappelle qu'aucune nation ne peut se vanter d'avoir toujours vécu au même endroit. Car «les personnes et les familles migrent à la recherche d'un emploi mieux rémunéré afin d'améliorer leurs conditions de vie».

La division population de l'Onu évalue à 180 millions les personnes vivant en dehors de leurs pays d'origine. Soit 2,9% de la population mondiale. De 1970 à 1999, le nombre des pays de destination des migrants est passé de trente-neuf à soixante-sept, celui des pays émetteurs de flux migratoires passant de vingt-neuf à cinquante-cinq. Au moment, le nombre des pays considérés à la fois comme émetteurs et récepteurs de flux migratoires est passé de quatre à quinze.

Le début des grands mouvements des Africains vers l'Europe, Bassidy Diabaté le situe à l'époque du plan Marshal, mis en place en 1945 pour reconstruire ce continent meurtri par la guerre. «De 1945 à 1970, les Européens se sont orientés vers l'Afrique pour permettre un recrutement de main d'œuvre bon marché. Les migrants africains arrivaient sans difficulté en Europe», dans un contexte où «la migration clandestine offrait de grands avantages financiers et sociaux aux entrepreneurs»

A partir de 1973, quand l'Europe sort du plan Marshal, le migrant, plus particulièrement le migrant africain, est désormais vu comme un prédateur d'emploi. Le Nord commence à fermer ses portes. Les visas

bouclent les frontières. C'est l'époque du choc pétrolier, l'époque où l'Afrique commence à entrer dans le cycle sans fin des crises économiques. Laminés par les effets des programmes d'ajustement structurel et leur cortège de déflatés, les Africains éprouvent alors le besoin d'aller chercher le bien-être hors de leur continent.

L'émigration est une fuite devant la misère, sur le continent le moins avancé en matière de développement économique. Près de la moitié de la population africaine vit avec moins d'un dollar par jour. Le taux de mortalité pour les enfants de moins de 5 ans atteint 140 pour 1000. Seule la moitié de la population a accès à l'eau potable. L'espérance de vie à la naissance est de 54 ans. Un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) révèle que trente-deux pays parmi les quarante-deux les moins avancés sur la planète sont africains. Des hommes démunis, des Etats pauvres, mais un continent riche.

L'Afrique dispose de ressources lui permettant de se développer. «On doit cesser de gémir et de ressasser des griefs contre l'Europe ingrate», souligne Bassidy Diabaté. Car «l'inhumanité des Occidentaux est à la hauteur de l'irresponsabilité et de la cupidité des Africains». Malien vivant en Espagne depuis 17 ans, Mambé Dembélé pense que la prise de responsabilité par les jeunes Africains commence par la conscience qu'il faut « rester à la maison, parce que l'Europe qui les attire tant traverse elle aussi une situation difficile. Beaucoup d'émigrés voudraient revenir mais ils ne peuvent pas faute de moyens. Ceux qui arrivent à envoyer un peu d'argent au pays, le font au prix de beaucoup de sacrifices ».

Le malaise de l'immigration en Europe est tel que le retour de flamme qui embrasé les banlieues françaises n'étonne guère. Mais « fallait-il attendre que les jeunes brûlent les voitures pour qu'on reconnaisse qu'il y a un problème ? », s'interroge M. Dembélé. Mais « s'il y a des quartiers difficiles, c'est parce qu'on a voulu qu'il en soit ainsi », renchérit une Marocaine qui a appelé les pouvoirs publics européens à «revoir la façon dont ils traitent les immigrés. Si on les garde dans des ghettos, ils vont se retourner contre les politiques qui les oppriment».

COMMUNIQUES

Appel de Bamako pour le respect et la dignité de migrants

Forum Social Mondial Polycentrique Janvier 2006 / Bamako, Mali

Le Forum Social Mondial Polycentrique de Bamako s'inscrit dans le processus de construction d'une alternative aux politiques néo-libérales. Au nom de la lutte contre l'immigration clandestine, les gouvernements mettent en œuvre une politique de répression et d'externalisation aux frontières de pays riches, à travers des camps, des refoulements, des expulsions, et de la sélection de la force de travail.

Ces politiques conduisent en particulier aux drames de Ceuta et Melilla et du Caire, aux morts du désert, de la Méditerranée ou du Rio Grande.

Nous proposons de construire au niveau international une alliance solidaire des sociétés civiles, des ONG, des mouvements sociaux et des associations contre ces politiques meurtrières...

De Bamako à Nairobi, nous proposons une année de mobilisation internationale pour le droit de toute personne à circuler librement dans le monde et à décider de son propre avenir. Les propositions suivantes sont issues d'ateliers consacrés aux migrations lors du forum social polycentrique de Bamako :

1. Nous appelons à la création d'un réseau international d'échange d'informations et d'actions pour les droits de tous les migrants ;
2. Nous appelons à la mise en place d'un axe thématique « migrations » dans le processus de préparation de Nairobi 2007 ;

3. Nous proposons une journée mondiale de mobilisation qui pourrait se tenir dans les lieux symboles des frontières (aéroports, camps de détention, ambassades, etc.) :

*contre le droit d'exception appliqué aux migrants,

*contre la politique de répression de l'émigration,

*pour la fermeture des camps et la liberté de circulation des personnes.

Le sommet euro-africain de Rabat, au printemps 2006, doit être la première étape de cette mobilisation.

Bamako, janvier 2006

Pour signer cet appel : forumbamako@arci.it



CONTRIBUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Forum Social Mondial de Bamako Mali, le 22 janvier 06

Cette réunion a regroupé une cinquantaine de militants représentant différents mouvements et réseaux de différents continents. Nous relevons ici les points qui ont fait accord à son issue.

Pour la première fois, l'Afrique accueille le FSM à BAMAKO au Mali. Les participants considèrent que c'est un événement de première importance pour cette terre africaine meurtrie par tout ce que l'humanité a produit de pire.

L'AGMSFSM dénonce les conséquences en Afrique comme partout ailleurs des politiques libérales et néo-coloniales engendrées par la globalisation des échanges commerciaux, sous les auspices des grandes puissances et des instances internationales comme l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI avec

son avatar le NEPAD. C'est le développement de la pauvreté, de la précarité, des carences en matière de santé, d'éducation et de biens de première nécessité (eau, nourriture, énergie, logement, etc...), c'est aussi la privation des droits sociaux, civiques et économiques les plus élémentaires.

Nous nous engageons à renforcer les mouvements sociaux existants, pour l'accès, la défense et la reconquête des droits pour tous les peuples de l'Afrique. Ce sont les conflits armés, entretenus par les intérêts néo-libéraux et le trafic d'armes à l'échelle planétaire.

Nous défendons une mondialisation de la paix, l'interdiction du commerce des armes et la ré affectation des dépenses militaires vers le bien social.

Nous exigeons qu'il soit mis fin à la barbarie et au pillage des ressources naturelles imposée aux peuples du Sud par les puissances du Nord, le démantèlement des bases militaires impérialistes.

C'est aussi dénoncer la dette qui reste un problème central pour l'Afrique, véritable instrument d'asservissement moderne et de domination impérialiste. C'est le programme d'annulation de la dette proposé par le G8 qui ne règle pas les vrais problèmes, repousse les échéances et maintient les conditions avec pour conséquences de vastes opérations de privatisation des services publics par les états endettés.

Nous exigeons une annulation pure et simple de la dette des pays du Tiers Monde, la restitution aux peuples des biens volés par les élites dirigeantes et un véritable coup d'arrêt à la corruption.

C'est la question des migrations qui prend de nouvelles proportions avec son traitement odieux par l'Union Européenne en collaboration avec les pays africains « frontaliers ». C'est l'entretien d'un climat de racisme et de stigmatisation de l'immigré par la plupart des gouvernements européens et notamment l'Italie ou la France. Tout ceci aboutit à la criminalisation et à l'exploitation des populations immigrées.

Nous exigeons que soit instauré un droit souverain de Libre Circulation des personnes

Ce sont les femmes en première ligne quand il s'agit de travailler pour la subsistance de leur communauté, panser les plaies des victimes des conflits, ce sont les femmes en lutte contre les violences sexistes, les coutumes patriarcales et leur corollaire d'injustices et de barbarie (mariages forcés, mutilations sexuelles...) Nous reconnaissons et soutenons les luttes menées par les femmes africaines.

Ce sont les profonds déséquilibres instaurés par les politiques de subventions agricoles des pays riches avec leurs conséquences directes sur l'appauvrissement de l'Afrique rurale.

Nous revendiquons une véritable équité des relations commerciales agricoles Nord/SUD et la souveraineté alimentaire pour les peuples d'Afrique.

Nous dénonçons les règles du libre échange imposées par l'OMC et le FMI, leurs conséquences sur les populations et l'environnement.

Nous réclamons l'instauration d'autres règles d'échange entre les peuples.

L'AGMSFSM appelle à démasquer les vraies motivations et les vrais impacts des décisions des puissants de la planète et à diffuser l'information de manière compréhensible aux peuples et aux mouvements sociaux du monde entier.

L'AGMSFSM appelle à renforcer le développement des luttes des mouvements sociaux en popularisant les victoires et en faisant partager les expériences, afin d'offrir un vrai avenir à tous les peuples et permettre à leur jeunesse de participer à la construction d'un monde juste.

Agenda

1 FSM polycentrique de KARACHI 24 au 29 mars 2006

2 FSE Athènes 4 au 7 mai 2006

3 G8 à St Petersburg RUSSIE juillet 2006

4 Forum social du Maghreb en janvier 2007

5 FSM au Kenya en janvier 2007 où l'AGMSFSM devra consolider sa présence

DECLARATION DES "SANS", du FSM de BAMAKO

Mardi 24 janvier 2006

Le réseau NO-VOX, qui rassemble des mouvements de lutte de "SANS" de différents pays et continents s'est réuni en assemblée générale, à Bamako le 21 janvier 2006.

Le FSM de BAMAKO (Mali), a permis la rencontre de nombreux représentants des mouvements sociaux du continent Africain, en particulier de l'Afrique de l'Ouest et de lancer la construction de réseaux NO-VOX dans différents pays.

Le réseau espère que le FSM de Bamako favorisera le développement des luttes sociales et l'émancipation des peuples dans cette partie du monde.

Le réseau NO-VOX, fidèle à ses principes d'action concrète, a appelé dimanche 22 à une manifestation pacifique pour exiger le retour des sans papiers expulsés par le gouvernement Français. Les mineurs d'or en grève de Morila, les paysans et paysannes spoliées du fleuve Niger, et représentants d'autres luttes au Mali se sont joints à cet appel, et malgré les injonctions d'une représentante du comité d'organisation du FSM, ont décidé de marcher en direction de l'ambassade de France. Cette manifestation a permis qu'une délégation conduite par le réseau NO-VOX soit reçue par l'ambassade le lendemain, et que soient ouvertes des discussions et des pistes d'intervention concrètes.

Lors de son assemblée générale le réseau a dénoncé :

Les atteintes à la démocratie, aux droits humains et aux droits sociaux, comme le droit à se nourrir convenablement, à se loger décentement, à disposer d'une terre, le droit à l'éducation, à un emploi décent, à un revenu suffisant, à une protection sociale, à la culture, à la liberté de circuler, à l'autosubsistance, à l'égalité entre les hommes et les femmes ... Ces Droits sont constamment bafoués s'agissant des populations vulnérables comme les femmes, les

handicapés, les enfants, les populations pauvres, les minorités ethniques et culturelles.

- Les politiques néocoloniales, au plan économique, militaire, culturel, menées par les puissances du nord, en particulier l'Europe, et la permanence du pillage des richesses naturelles extraordinaires de ce continent, au profit d'une minorité de privilégiés du nord comme du sud.

- La corruption pratiquée au plus haut niveau des Etats, qui permet ce pillage, appauvri les pays, et fait échec à toute tentative de rétablir une distribution équitable de richesses.

- les politiques migratoires visant à interdire l'arrivée au nord des populations victimes de la misère, du pillage des ressources, et des guerres qui sont elles même favorisées et alimentées par l'industrie de la guerre.

L'Europe capitaliste, notamment, érige des barrières meurtrières à l'immigration en contradiction avec les droits de l'homme qui fondent en théorie les démocraties. Elle laisse se développer les discriminations, les violences racistes et xénophobie, afin d'accomplir des réformes néolibérales, d'asseoir des politiques répressives contre les populations pauvres et les mouvements de résistance. La dégradation de l'environnement atteint le continent Africain, causée en particulier par l'importation des productions du nord les plus polluantes et le pillage des richesses naturelles.

Les mouvements sociaux du nord et du sud doivent construire ensemble des solidarités et soutenir les mouvements sociaux de résistance et de lutte en Afrique, en particulier les luttes des populations opprimées, exploitées affamées par les multinationales, les politiques néocoloniales, et le pillage des ressources naturelles.

Le réseau NO-VOX apporte son soutien et sa solidarité aux luttes en cours, telles que la lutte des mineurs de Morila, la lutte contre la privatisation du rail, la lutte des paysans spoliés du bord du fleuve Niger, la lutte des femmes du continent, la lutte des sans papiers expulsés, la lutte des étudiants, la lutte des nombreuses associations

et organisations de base et de "SANS".

L'assemblée des "SANS", exige que les Nations riches mettent en place une politique de développement et de réparation de 5 siècles de colonisation, et de pillage qui contraignent les populations à l'immigration.

L'AG exige également- que les sans papiers expulsés par la France et les autres pays soient autorisés à retourner dans le pays dont ils ont été chassés, que la France abolisse l'article 4 de la Loi qui valorise la colonisation alors que celle ci continue ses dégâts encore aujourd'hui, que la dette soit entièrement abolie et que les pays riches consacrent, une partie de leur budget de telle sorte à satisfaire les droits humains fondamentaux et réparer les dégâts de la colonisation et de l'esclavage.

Le réseau NO-VOX demande que les organisateurs et initiateurs du processus des FSM poursuivent l'effort d'inclusion des mouvements de lutte des "SANS", particulièrement à Nairobi, afin que puissent se rendre au FSM, s'exprimer et se rencontrer ceux et celles sans lesquelles aucun autre monde n'est possible !!